



stratégie

Plan d'action

de l'**ISO** pour les pays
en développement

2016-2020







Orientation stratégique de l'ISO 2016-2020

L'ISO est une organisation internationale non gouvernementale, indépendante, composée de 165 organismes nationaux de normalisation. Via ses membres, l'Organisation réunit des experts qui mettent en commun leurs connaissances pour élaborer des Normes internationales d'application volontaire, fondées sur le consensus, pertinentes pour le marché, soutenant l'innovation et apportant des solutions aux enjeux mondiaux.

La *Stratégie de l'ISO 2016-2020* souligne que les organismes membres de l'ISO et leurs réseaux d'experts sont la ressource la plus importante de l'Organisation. L'ISO s'attachera donc à renforcer la capacité de tous ses membres, celle de leurs personnels ainsi que celle de leurs organisations. Pour ce faire, elle offrira des solutions de formation et de recherche et développement, et soutiendra le transfert de compétences vers la nouvelle génération d'experts.

Pays en développement

L'ISO est consciente de l'importance fondamentale d'une participation accrue et effective des pays en développement à la normalisation internationale et que les membres de l'ISO dans ces pays ont besoin d'une assistance spécifique pour exploiter pleinement la valeur des normes en soutien à leur développement national. **Le Plan d'action de l'ISO pour les pays en développement est le cadre général décrivant l'engagement de l'ISO à cet égard.**



L'ISO et les pays en développement

Au cours des deux dernières décennies, le nombre de membres de l'ISO provenant de pays en développement a augmenté de façon significative. Ces pays représentent aujourd'hui plus des trois quarts des membres de l'ISO. Malgré cette évolution notable, il reste encore d'importants écarts à combler. Les membres de l'ISO issus des pays en développement ont besoin d'assistance pour renforcer leurs capacités, augmenter leur participation à la normalisation internationale et exploiter pleinement la valeur des normes.

La participation des pays en développement à la normalisation internationale est également essentielle pour assurer la pertinence mondiale des normes ISO et faciliter l'accès de ces pays aux marchés mondiaux, au progrès technique et au développement durable.



Le Plan d'action de l'ISO pour les pays en développement

Le *Plan d'action de l'ISO pour les pays en développement 2016-2020*, qui vient en complément à la *Stratégie de l'ISO 2016-2020*, décrit le cadre général de l'assistance technique que l'ISO entend procurer sur les cinq prochaines années. Il s'appuie sur les bases solides établies par les deux éditions précédentes du Plan (2005-2010 et 2011-2015), les résultats obtenus au cours des dix dernières années et les leçons tirées de cette expérience.

Les membres des pays en développement jouent un rôle majeur dans l'orientation du processus d'assistance technique de l'ISO en :

- Contribuant activement à l'élaboration du Plan
- Fournissant des contributions spécifiques dans le cadre de sa mise en œuvre (notamment par le biais du processus annuel d'évaluation des besoins)
- S'engageant à garantir la réussite du Plan au niveau de l'organisme national de normalisation (ONN), et en apportant des ressources pour sa mise en œuvre
- Surveillant l'état d'avancement et en évaluant les résultats

Les membres participant au Comité de l'ISO pour les questions relatives aux pays en développement (DEVCO) ont également la responsabilité collective de surveiller la mise en œuvre générale du Plan d'action dans le cadre de la réunion annuelle du DEVCO.

Si l'ISO, avec le soutien d'organismes donateurs, peut aider les membres des pays en développement à tirer le meilleur parti de leur adhésion à l'ISO, les objectifs du Plan d'action ne peuvent être atteints que si les membres s'approprient pleinement les activités mises en œuvre dans le cadre dudit Plan. Les membres de l'ISO devraient, en particulier, déployer tous leurs efforts pour promouvoir la normalisation dans leurs pays respectifs, afin d'obtenir le concours et l'appui des parties prenantes et des organisations compétentes pour la mise en œuvre du Plan.

Le *Plan d'action de l'ISO pour les pays en développement 2016-2020* est administré par le Secrétariat central de l'ISO (ISO/CS), en concertation avec le Groupe consultatif du Président du DEVCO.

Plan d'action de l'ISO pour les pays en développement

2016-2020

STRUCTURE & TERMINOLOGIE

FINALITÉ

Contribuer au développement économique, au progrès social et à la protection de l'environnement dans les pays en développement

DÉFINITION – Amélioration d'une situation en termes d'avantages économiques et sociaux, répondant aux besoins de développement identifiés d'une population cible, dans une perspective à long terme

OBJECTIF CLÉ

Soutenir la mise en place et/ou le renforcement de l'infrastructure nationale de la qualité des pays en développement, en mettant l'accent sur la dimension normalisation

DÉFINITION – Changements et/ou avantages généraux résultant du programme dans son ensemble

RÉSULTATS

La normalisation joue un rôle efficace et reconnu pour étayer les politiques publiques

Les capacités stratégiques des organismes nationaux de normalisation sont renforcées

Les capacités des organismes nationaux de normalisation sont renforcées aux niveaux opérationnel et technique

La participation des membres des pays en développement à la normalisation internationale a augmenté

La coordination et les synergies avec d'autres organisations, et entre projets, ont été mises en œuvre

DÉFINITION – Changements ou avantages généraux résultant des divers éléments du programme – situation visée à l'issue du programme, ou peu après son expiration

RÉSULTATS ATTENDUS / PRESTATIONS

DÉFINITION – Produits et services fournis, ou compétences et capacités établies, résultant directement des activités du programme

ACTIVITÉS

DÉFINITION – Tâches spécifiques réalisées en s'appuyant sur des ressources et des méthodes, en vue d'obtenir les résultats attendus

FINALITÉ

Contribuer au développement économique, au progrès social et à la protection de l'environnement dans les pays en développement

Cet objectif à long terme et de haut niveau s'aligne sur les Objectifs de développement durable des Nations Unies, qui jettent les bases du Programme de développement pour l'après-2015 – un cadre mondial impliquant la communauté internationale et l'ensemble des principaux acteurs agissant dans ce domaine (gouvernements, organisations internationales, agences d'aide au développement et un grand nombre d'organismes privés).

OBJECTIF CLÉ

Soutenir la mise en place et/ou le renforcement de l'infrastructure nationale de la qualité (INQ) des pays en développement, en mettant l'accent sur la dimension normalisation

L'ISO entend contribuer à la **finalité** en mettant en œuvre ses compétences spécifiques et ses atouts stratégiques, principalement en facilitant le renforcement de l'infrastructure nationale de la qualité (INQ) des pays en développement. L'ISO y contribuera également en engageant de nouveaux projets de Normes internationales qui abordent les enjeux liés au développement durable revêtant une importance particulière pour les pays en développement, et en soutenant leur participation aux projets similaires existants.

Le rôle et l'importance des INQ

L'infrastructure nationale de la qualité (INQ) est le cadre institutionnel d'un pays qui établit et met en œuvre la pratique de la normalisation, de l'évaluation de la conformité, de la métrologie et de l'accréditation. Elle recouvre institutions privées et publiques et le cadre réglementaire dans lequel elles opèrent.

L'ISO reconnaît que l'INQ est un levier essentiel pour le progrès social et le développement économique, qui inclut la participation des pays en développement au commerce international.

Une INQ solide et efficace est primordiale pour :

- Contribuer au développement de l'industrie nationale et stimuler le marché d'exportation
- Promouvoir la protection des consommateurs, l'établissement et l'application de mesures en matière de santé, de sécurité et d'assurance qualité
- Soutenir la protection de l'environnement

Bon nombre de pays en développement sont pénalisés par une INQ insuffisante qui peut représenter un obstacle majeur à leur intégration aux marchés régionaux et mondiaux, limiter leurs débouchés commerciaux et freiner leur capacité à améliorer le bien-être social dans des domaines cruciaux comme la santé, la sécurité et la protection de l'environnement.

L'ISO peut aider à mettre en place des INQ solides et efficaces en renforçant les capacités de ses membres dans les pays en développement de diverses manières. Si de nombreux organismes nationaux de normalisation (ONN) exercent des responsabilités spécifiques dans le domaine de l'évaluation de la conformité, et parfois de la métrologie, le *Plan d'action de l'ISO pour les pays en développement 2016-2020* s'attache essentiellement à soutenir la dimension normalisation des INQ. Bien que l'évaluation de la conformité ne soit que partiellement abordée par l'ISO, les normes sont fondamentales dans ce domaine, et l'ISO s'efforce activement de collaborer et créer des synergies avec des organisations ayant des intérêts et des compétences spécifiques en la matière.



RÉSULTATS

Cinq principaux domaines d'amélioration ont été identifiés pour les membres de l'ISO dans les pays en développement et représentent les **résultats** du Plan d'action.

- **Résultat 1: La normalisation joue un rôle efficace et reconnu pour étayer les politiques publiques**
- **Résultat 2: Les capacités stratégiques des organismes nationaux de normalisation sont renforcées**
- **Résultat 3: Les capacités des organismes nationaux de normalisation sont renforcées aux niveaux opérationnel et technique**
- **Résultat 4: La participation des membres des pays en développement à la normalisation internationale a augmenté**
- **Résultat 5: La coordination et les synergies avec d'autres organisations, et entre projets, ont été mises en œuvre**

Chaque **résultat** se décline en résultats attendus des activités à mettre en œuvre, à savoir les **prestations** du Plan. Ces résultats attendus ont été préalablement déterminés après consultation des membres du DEVCO, dont la contribution a été transmise par l'intermédiaire du Groupe consultatif du Président du DEVCO, puis validée à la réunion du DEVCO à Séoul (République de Corée) en septembre 2015.

Les **activités** à mettre en œuvre pour réaliser les résultats attendus du Plan, et les groupes cibles qu'elles visent, sont décrits dans des documents distincts, accessibles sur le site Web de l'ISO. L'approche retenue pour mesurer l'efficacité des projets assurés dans le cadre du Plan est présentée dans la section « Suivi et évaluation ».



RÉSULTAT 1: La normalisation joue un rôle efficace et reconnu pour étayer les politiques publiques

La reconnaissance de l'efficacité de la normalisation pour étayer les politiques publiques est une condition essentielle pour le développement et la mise en œuvre d'une INQ solide. Or, dans bon nombre de pays en développement, les autorités de réglementation et, plus généralement, les décideurs politiques, méconnaissent le rôle des normes dans ce contexte. Forte de son expérience, l'ISO entend contribuer à renforcer les liens entre la normalisation et les politiques publiques par une meilleure diffusion des connaissances, une meilleure sensibilisation et un plus grand soutien à l'application de bonnes pratiques.

Résultats attendus

- 1.** Des outils d'aide sont élaborés, et un soutien est apporté, pour renforcer les liens entre la normalisation et les politiques publiques (adaptés aux besoins spécifiques du pays)
- 2.** Les décideurs politiques et les responsables publics sont sensibilisés aux aspects généraux et aux aspects sectoriels spécifiques ayant trait à des domaines prioritaires pour leur pays (par exemple des secteurs de l'industrie ou des thèmes horizontaux d'intérêt public)
- 3.** Le Code de pratique de l'OMC/OTC (« Code de pratique pour l'élaboration, l'adoption et l'application des normes », Annexe 3, *Accord de l'OMC sur les obstacles techniques au commerce*) est mieux appliqué

RÉSULTAT 2 : Les capacités stratégiques des organismes nationaux de normalisation sont renforcées

Ce résultat concerne l'amélioration des capacités des ONN dans des domaines vitaux pour les organismes et leur fonctionnement à long terme. Il porte notamment sur l'aptitude à identifier les priorités nationales et à y contribuer, à garantir la viabilité financière des organismes, à démontrer la valeur des normes auprès de différents groupes de parties prenantes, à impliquer les parties prenantes nationales dans la normalisation, et à promouvoir l'enseignement de la normalisation afin de sensibiliser, notamment les jeunes générations, à l'importance des normes pour les marchés et la société.

Résultats attendus

1. La stratégie de normalisation nationale est publiée et mise à jour (en fonction des priorités économiques, sociales et environnementales du pays et en tenant compte des stratégies des organisations régionales et internationales de normalisation)
2. Les avantages (économiques, sociaux, environnementaux) des normes dans des domaines prioritaires pour le pays sont analysés, démontrés, et mis en avant
3. La viabilité financière à long terme de l'organisme est traitée conformément à la réglementation nationale et au Code d'éthique de l'ISO
4. Des mécanismes effectifs de mobilisation des parties prenantes sont mis en œuvre pour l'élaboration des normes nationales, régionales et internationales
5. Les relations avec les établissements d'enseignement s'améliorent du fait de l'introduction ou du renforcement de la normalisation en tant que sujet d'étude dans les programmes d'enseignement scolaires, et universitaires en particulier



RÉSULTAT 3 : Les capacités des organismes nationaux de normalisation sont renforcées aux niveaux opérationnel et technique

Ce résultat concerne l'amélioration des capacités des ONN à accomplir leur mission de manière efficace et efficiente. Il comprend l'application des principes fondamentaux de la normalisation, l'application du management de projet au processus d'élaboration des normes, la prestation de services de qualité aux normalisateurs et aux utilisateurs de normes, la diffusion des normes au niveau national, et l'utilisation optimale des fonctions de soutien en mettant l'accent sur les technologies de l'information et de la communication.

Résultats attendus

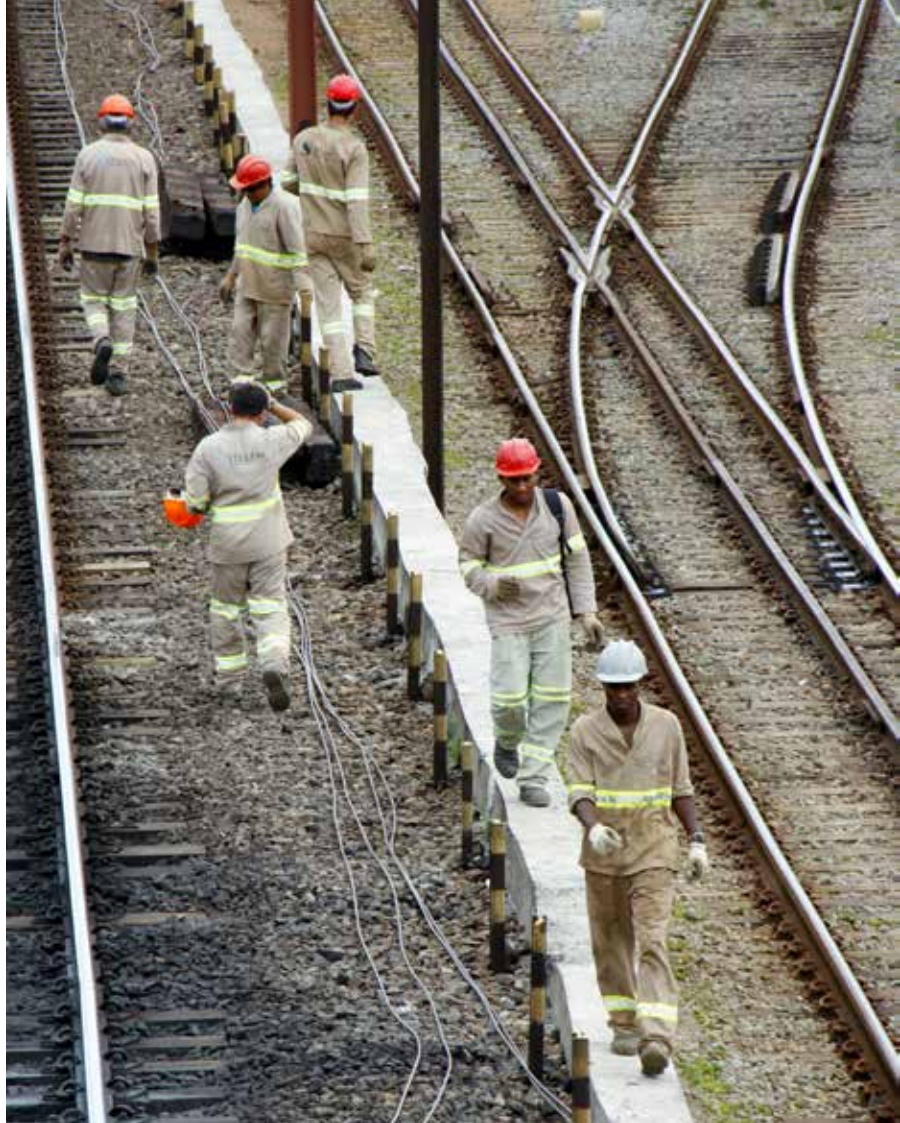
1. Les principes fondamentaux et les bonnes pratiques pour la gouvernance des travaux techniques sont définis et appliqués
2. Le management de projet est mis en œuvre pour l'élaboration des normes, et des services efficaces et efficients sont fournis aux normalisateurs
3. La diffusion et l'utilisation des normes, ainsi que la conformité à ces dernières, se sont améliorées, et des services efficaces et efficients sont fournis aux utilisateurs de normes (information, conseil, formation)
4. Le recours aux technologies de l'information et de la communication pour soutenir l'élaboration et la diffusion des normes est renforcé
5. Le management des opérations s'est amélioré, et les connaissances et les compétences du personnel des ONN se sont renforcées



RÉSULTAT 4: La participation des membres des pays en développement à la normalisation internationale a augmenté

Le renforcement de la participation à la normalisation internationale dans des domaines prioritaires au niveau national constitue un levier significatif pour l'intégration d'un pays au marché mondial et pour l'élaboration et la mise en œuvre de mesures d'utilité publique. De plus, la normalisation internationale est un instrument important et efficace pour établir et promouvoir les bonnes pratiques et les mesures en matière de santé, de sécurité et de protection de l'environnement, intéressant particulièrement les pays en développement.

L'ISO entend aborder ce domaine d'amélioration en soutenant la participation des pays en développement aux travaux techniques et en encourageant des projets de nouvelles normes présentant un intérêt spécifique pour les pays en développement.



Résultats attendus

1. La participation aux comités techniques de l'ISO abordant des domaines prioritaires au niveau national – tels qu'identifiés dans la stratégie de normalisation nationale – a augmenté
2. La qualité de la participation s'est accrue et se traduit par une représentation efficace des parties prenantes nationales, la pertinence de leurs contributions, et la capacité à établir et soutenir des positions nationales aux différents stades du processus d'élaboration des normes
3. De nouveaux projets de normes présentant un intérêt spécifique pour les pays en développement sont identifiés et mis en avant, en accord avec les Objectifs de développement durable des Nations Unies 2016-2030
4. L'aptitude à utiliser les mécanismes et services mis à disposition par l'ISO pour soutenir la participation à l'élaboration des normes s'est accrue (par exemple, accords de jumelage et encadrement (mentorat), partenariats, accords de coopération avec les ONN, etc.)

RÉSULTAT 5 : La coordination et les synergies avec d'autres organisations, et entre projets, ont été mises en œuvre

La coordination avec les différents acteurs impliqués dans des projets de développement, tels que les organismes donateurs, les organisations internationales, les organisations régionales de normalisation et les membres de l'ISO disposant de compétences et de ressources en matière d'aide au développement, est importante pour éviter le dédoublement des activités et obtenir un effet multiplicateur.

Résultats attendus

1. De solides mécanismes de coopération avec les organisations régionales de normalisation ont été mis en œuvre (en ce qui concerne l'identification des besoins, notamment les enjeux ayant une pertinence particulière pour la région, la coordination des initiatives et l'élimination des activités redondantes)
2. Des partenariats sont mis en place ou renforcés auprès d'un large éventail d'organismes d'aide au développement
3. Les partenariats avec les membres de l'ISO offrant des services d'aide au développement sont sensiblement élargis
4. La collaboration entre les membres des pays en développement et des pays développés est renforcée, ce qui permet d'accroître le partage des ressources, l'échange d'informations et l'adoption de meilleures pratiques





Activités et exécution du Plan d'action

Les résultats attendus dans le cadre du présent Plan seront réalisés grâce à la mise en œuvre d'activités et de projets organisés aux niveaux mondial, régional et national.

- Les activités mondiales ciblent l'ensemble des membres de l'ISO et comprennent la diffusion de matériels, d'outils et de services d'information couvrant des sujets d'intérêt général pour les membres de l'ISO et leurs parties prenantes.
- Les projets régionaux concernent le renforcement des capacités et les initiatives de sensibilisation axées sur les enjeux régionaux ou les enjeux mondiaux qui peuvent être gérés plus efficacement au niveau régional.
- Les programmes nationaux comprennent la formation et l'assistance technique destinées à renforcer les capacités des organismes nationaux de normalisation afin de mener à bien les résultats spécifiques du Plan.

Ces activités sont complétées par :

- Le programme de parrainage de l'ISO soutenant la participation aux travaux des comités techniques
- De nouvelles initiatives (fondées sur des enquêtes et des consultations auprès des membres de l'ISO et des partenaires) visant à lancer des projets de nouvelles normes présentant un intérêt spécifique pour les pays en développement
- Des plateformes et des outils informatiques pour soutenir le partage d'informations et le processus décisionnel entre les membres de l'ISO

Les projets et les activités sont conçus par l'ISO/CS en concertation avec le Groupe consultatif du Président du DEVCO, à l'issue des évaluations annuelles des besoins des membres des pays en développement de l'ISO. L'exécution du Plan est coordonnée par l'ISO/CS, avec l'appui de ses ressources internes, des membres de l'ISO disposant de capacités de formation et d'assistance technique, et de prestataires externes. Des informations détaillées et actualisées sur le programme de travail annuel sont disponibles sur le site Web de l'ISO.

Pays bénéficiaires et octroi du soutien

Le *Plan d'action de l'ISO pour les pays en développement 2016-2020* cible les pays en développement dont l'organisme national de normalisation est membre de l'ISO.

En élaborant le présent Plan, l'ISO reconnaît la diversité des besoins et des niveaux de capacité de ses membres. Au moment de décider comment doit être répartie l'assistance technique, la priorité est accordée aux pays les moins avancés, tout en veillant à assurer un équilibre géographique. Ces principes sont assortis de critères relatifs aux intérêts et à la participation des pays bénéficiaires aux travaux de normalisation internationale ainsi qu'à leur niveau de compétence et/ou de performance dans des domaines spécifiques. La définition de ces critères sera entreprise par l'ISO/CS en concertation avec le DEVCO par le biais de son Groupe consultatif du Président.

Il est également demandé aux membres des pays en développement de contribuer aux initiatives dont ils bénéficient. Dans de nombreux cas, la participation à des projets spécifiques menés dans le cadre du Plan d'action sera subordonnée à un engagement formel de ressources.

En outre, pour garantir une bonne coordination et l'emploi judicieux des ressources, les pays bénéficiaires seront censés communiquer à l'ISO/CS des renseignements concernant les programmes d'assistance technique exécutés par d'autres organisations dans leur pays, portant sur des enjeux similaires ou apparentés à ceux qui sont abordés par l'ISO dans le cadre du Plan d'action 2016-2020.

Suivi et évaluation

Le suivi de la mise en œuvre du Plan d'action 2016-2020 et l'évaluation de ses résultats sont fondamentaux pour garantir la réussite des activités de l'ISO avec les pays en développement. Chaque niveau du Plan (finalité, objectif clé, résultats et résultats attendus) est accompagné d'un ensemble d'indicateurs pertinents qui seront affinés au fil du temps, suivant le cadre logique du Plan – un instrument destiné à la planification, la mise en œuvre, la gestion, le suivi et l'évaluation des projets.

Les pays bénéficiaires, les membres de l'ISO et l'ISO/CS ont chacun un rôle important à jouer pour évaluer la réussite du Plan. L'ISO/CS a la responsabilité première de :

- Suivre l'exécution des activités prévues dans le Plan
- Fournir des méthodes, des outils et des lignes directrices pour aider à recueillir les données auprès des pays bénéficiaires
- Suivre l'état d'avancement général du Plan, et évaluer les résultats au moins deux fois durant le cycle du Plan d'action (évaluations à mi-parcours et finale)
- Organiser des examens indépendants des projets, en fonction des exigences de l'ISO et des exigences des organismes donateurs contribuant au Plan

Les membres de l'ISO bénéficiant des activités assurées dans le cadre du Plan d'action ont la responsabilité de recueillir régulièrement les données pertinentes et de surveiller, pour leurs pays respectifs, les résultats attendus et les résultats du Plan.

Il sera souvent demandé aux membres de s'engager à produire des livrables spécifiques ou de faire rapport sur l'évaluation des résultats, à titre de condition préalable pour bénéficier des projets d'assistance.

**Organisation internationale
de normalisation**

Secrétariat central de l'ISO
Chemin de Blandonnet 8
Case Postale 401
CH – 1214 Vernier, Genève
Suisse

iso.org

© ISO, 2016
Tous droits réservés
ISBN 978-92-67-20642-4

